

Montreuil, le 6 Janvier 2014

Aujourd'hui dans la plupart des entreprises et particulièrement à La Poste les motifs d'insatisfaction et les raisons d'exprimer notre mécontentement ne manquent pas. Nul besoin de catalogue pour illustrer les réalités de nos conditions de vie et de travail dégradées.

Pour la CGT, les richesses créées, l'argent généré par notre travail doivent prioritairement servir à la réponse aux besoins sociaux, à la création d'emplois de qualité, à la revalorisation du SMIC, à la hausse des salaires pour vivre mieux et permettre une relance de la croissance par la consommation des ménages.

**C'est pourquoi la CGT propose de porter unitairement nos exigences en matière de salaires, d'emplois, de conditions de travail, de protection sociale, de service public le 6 février 2014, sur tous les lieux de travail, les localités et les professions.**

## Le 6 février à La Poste comme dans l'ensemble du pays

# AGISSONS

Les luttes se sont multipliées les derniers mois de 2013 à La Poste. Toutes portaient sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires, le service public. Ainsi le 12 décembre, l'ensemble des PIC-CTC étaient dans l'action tout comme la DCB (*Direction Commerciale Bancaire*). Localement, des centres de distribution et des bureaux de poste notamment de Midi-Pyrénées, de la Loire ou le CSRH de Nancy se sont mobilisés. Les chiffres forts de grévistes (*au moins 40 % pour les PIC-CTC*) ont obligé les directions à revenir vers les organisations syndicales.

Pour la CGT, c'est la démonstration que seule la lutte et l'intervention des salariés contraignent les directions à changer d'attitude et à revenir à la table des négociations.

Le 12 décembre était aussi présenté au Conseil d'Administration le budget de La Poste pour l'année 2014. La CGT dénonce le discours anxiogène martelé par les dirigeants sur le devenir de l'entreprise en lien notamment avec la baisse de trafic du courrier et de fréquentation des bureaux de poste, discours repris par de nombreux directeurs locaux. **Ces discours ne visent qu'à culpabiliser les personnels, tenter de leur faire taire leurs revendications légitimes en matière d'emplois, de conditions de travail et de service public.**

La CGT ne nie pas les réalités économiques, mais elle conteste la stratégie développée par La Poste, comme toutes celle de toutes les entreprises et les états européens.

Il faut une autre logique de développement. Il faut inverser les choix stratégiques. La solution, ce n'est pas l'austérité, mais la réponse aux besoins sociaux de la population, aux revendications du personnel.

Cela vaut pour La Poste comme pour l'ensemble du pays.

Les dirigeants de La Poste avec le projet stratégique présenté en juillet font semblant de redécouvrir la vertu du service public. La CGT est lucide dans cette période socialement difficile, c'est un élément sur lequel ils veulent capitaliser.

Pour la CGT, la mise en œuvre concrète d'un service public postal de qualité doit répondre aux besoins des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire. **C'est la finalité pour laquelle nous œuvrons chaque jour et à partir de laquelle doit être organisé le travail.** Les postiers doivent voir leur rôle social reconnu et revalorisé. Cela passe notamment par l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

## Afin de garantir un avenir à La Poste et aux postiers, la CGT revendique :

- ⇒ le développement du J+1 voir le H+ autant pour le courrier que le colis et assurer leur distribution de façon rapide et régulière,
- ⇒ le maintien d'une structure de tri par département et l'arrêt des fermetures,
- ⇒ un seul réseau de distribution courrier/colis,
- ⇒ un réseau de bureaux de poste réellement accessible (*présence, horaires...*) permettant de faire toutes les opérations,
- ⇒ le maintien de tous les centres financiers avec **la poly-activité l'ensemble des activités liées à un compte, seul gage de proximité et de qualité de service,**
- ⇒ une véritable synergie entre les différentes activités de La Poste et l'arrêt de la mise en concurrence de celles-ci,
- ⇒ la prise en compte des propositions alternatives des personnels et des organisations syndicales.

Les 15 000 recrutements annoncés sur 2012 – 2014 ne permettent déjà pas de combler les départs effectifs et à venir sur cette même période (*un peu plus de 8 000 rien qu'en 2012*) et sont bien insuffisants pour travailler dans de bonnes conditions. La CGT revendique immédiatement 2 000 emplois supplémentaires.

**La Poste doit répondre aux revendications du personnel. C'est à cela que doivent servir les négociations. Trop souvent, elles ne sont qu'une justification pour valoriser l'image de La Poste et de ses dirigeants.**

**Dans nos services, débattons dans l'unité de la grève le 6 février pour gagner sur l'ensemble de nos revendications.**

## Chiffres : de quoi parlons-nous ?

Si le changement de Président n'a pas produit un changement de stratégie, il a entraîné un changement dans la communication. Auparavant tout allait bien, tout était sous contrôle. Maintenant *«tous les voyants sont au rouge, La Poste est en péril»*.

La façon dont certaines données sont mises en avant, démontre la nouvelle communication anxiogène de La Poste. Ainsi on nous annonce un résultat d'exploitation (*les bénéfices*) en baisse de 22 %. *«Danger ?»*

Ce résultat d'exploitation, serait de 790 millions d'euros en 2013 et 618 en 2014. **Cela reste ainsi dans la fourchette haute des sommes atteintes sur les 30 dernières années.**

*“Le volume du courrier serait en baisse de 6 % pour 2014”*. Une fois de plus il y a de fortes chances que cette prévision soit surévaluée pour justifier les suppressions d'emplois. Ce sont tout de même 13 milliards d'objets traités.

Le chiffre d'affaires courrier ne baisse pratiquement pas et continue à se situer à 10 milliards d'euros, et celui de La Poste à plus 22 milliards. Ce qui place La Poste dans les 25 plus grosses entreprises françaises.